

# Le Quotidien

## Statistique Canada

Le mercredi 25 novembre 2009

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

### Communiqués

---

<b>Statistiques financières trimestrielles des entreprises, troisième trimestre de 2009</b>	<b>2</b>
Les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes se sont chiffrés à 54,1 milliards de dollars au troisième trimestre, en hausse de 7,9 % par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation survient à la suite de trois replis trimestriels consécutifs des bénéfices d'exploitation.	
<b>Enquête sur l'accès et le soutien à l'éducation et à la formation, 2008</b>	<b>5</b>
Un nombre croissant de Canadiens, plus particulièrement ceux d'âge moyen et avancé, ont pris part à des études ou à une formation liées à l'emploi en 2008, par rapport à cinq ans auparavant. Les obligations familiales, le besoin de travailler et des conflits avec l'horaire de travail étaient les raisons les plus couramment mentionnées par ceux n'ayant pas entrepris plus d'études ou suivi une formation supplémentaire. De plus, davantage de familles canadiennes épargnent pour des études postsecondaires.	
Finances des entreprises publiques fédérales, provinciales, territoriales et locales, 2007 et 2008	7
Ventes de gaz naturel, septembre 2009	8
Chargements ferroviaires, septembre 2009	9
Produits pétroliers raffinés, septembre 2009	10
<b>Nouveaux produits</b>	<b>11</b>

---



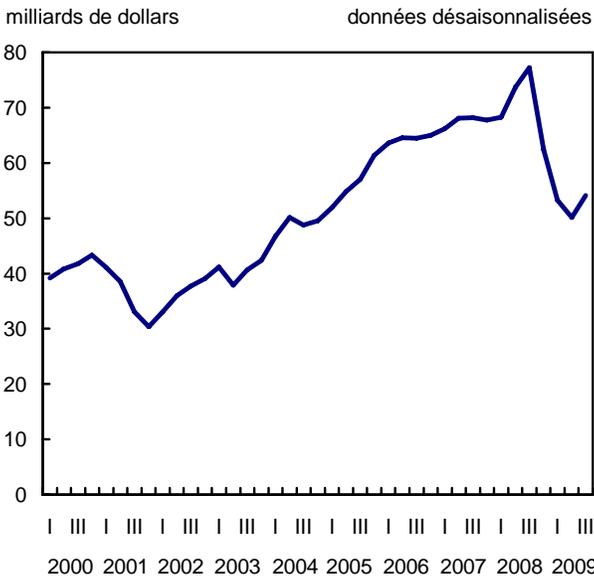
## Communiqués

### Statistiques financières trimestrielles des entreprises

Troisième trimestre de 2009 (données provisoires)

Les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes se sont chiffrés à 54,1 milliards de dollars au troisième trimestre, en hausse de 7,9 % par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation survient à la suite de trois replis trimestriels consécutifs des bénéfices d'exploitation.

#### Bénéfices d'exploitation trimestriels



#### Note aux lecteurs

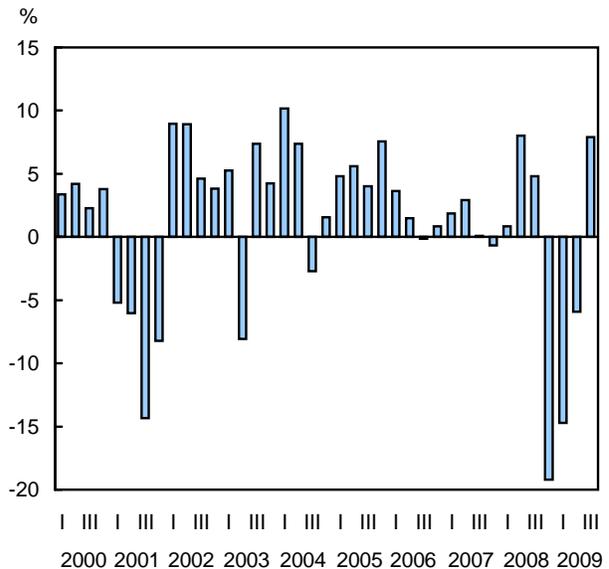
Les statistiques financières trimestrielles des entreprises sont fondées sur une enquête-échantillon et représentent les activités de toutes les entreprises au Canada, à l'exclusion des sociétés gouvernementales et des sociétés sans but lucratif. Une entreprise peut être une société unique ou un regroupement de sociétés sous une même propriété et un même contrôle et pour lequel des états financiers consolidés sont produits.

Les bénéfices dont il est question dans la présente analyse sont les bénéfices d'exploitation réalisés dans le cours normal des activités des entreprises. Dans le cas des industries non financières, les rentrées d'intérêts et de dividendes ainsi que les gains et les pertes en capital se trouvent exclus, tandis que, pour les industries financières, ceux-ci sont compris de même que les intérêts versés sur les dépôts.

Les bénéfices d'exploitation diffèrent des bénéfices nets, qui correspondent au résultat net réalisé par les sociétés.

Les données sur les bénéfices trimestriels indiquées dans le texte sont désaisonnalisées.

#### Variation trimestrielle des bénéfices d'exploitation



Les bénéfices dans les secteurs non financiers ont augmenté de 10,4 % par rapport au deuxième trimestre pour s'établir à 41,7 milliards de dollars, tandis que ceux des secteurs financiers étaient relativement stables, les entreprises ayant fait état de bénéfices de 12,4 milliards de dollars, en hausse de 0,3 % au troisième trimestre. Dans l'ensemble, les hausses ont été généralisées, 18 des 22 industries ayant déclaré des bénéfices plus élevés au troisième trimestre.

**Énergie : les prix plus élevés du pétrole permettent aux entreprises d'extraction pétrolière et gazière et aux fabricants de produits du pétrole et du charbon d'afficher des bénéfices plus élevés**

Ensemble, les bénéfices des entreprises d'extraction pétrolière et gazière ainsi que des fabricants de produits du pétrole et du charbon ont augmenté de 20,4 % pour se chiffrer à 5,9 milliards de dollars au troisième trimestre. Il s'agit de leur première augmentation en quatre trimestres. Cette augmentation a été principalement attribuable à la hausse des prix du pétrole.

**Les bénéfices du secteur de la fabrication augmentent pour la première fois en quatre trimestres**

Les fabricants ont enregistré des bénéfices d'exploitation de 9,4 milliards de dollars au troisième trimestre, en hausse de 28,6 % par rapport au deuxième trimestre. Les fabricants de véhicules automobiles et de pièces ont enregistré des pertes d'exploitation de 100 millions de dollars. Cela se compare toutefois à des pertes d'exploitation de 1,0 milliard de dollars au deuxième trimestre de 2009 et de 1,7 milliard de dollars au premier trimestre de 2009. Les résultats affichés au troisième trimestre ont été en partie attribuables aux mesures incitatives du gouvernement des États-Unis, lesquelles ont stimulé la demande d'exportation de véhicules automobiles canadiens et de pièces vers ce pays.

**Le secteur du transport et de l'entreposage enregistre la première hausse importante en trois trimestres**

Le secteur du transport et de l'entreposage a enregistré des bénéfices de 2,8 milliards de dollars au troisième trimestre, en hausse de 14,8 % par rapport au deuxième trimestre. Les transporteurs aériens, qui ont déclaré des bénéfices plus élevés au troisième trimestre qu'au deuxième trimestre, étaient à l'origine de la majeure partie des hausses. Cependant, les recettes de ce secteur demeurent en baisse comparativement à un an plus tôt.

**Les bénéfices d'exploitation des secteurs financiers demeurent stables après trois baisses trimestrielles consécutives**

L'augmentation des bénéfices de 0,3 % pour les secteurs financiers ce trimestre fait suite à trois replis trimestriels consécutifs des bénéfices. Les sociétés d'assurance de biens et de risques divers ont enregistré des baisses importantes ce trimestre, le mauvais temps ayant multiplié les demandes de règlement. Les hausses du secteur bancaire et des autres entreprises d'intermédiation financière par le biais de dépôts ont compensé une partie de ces baisses. La hausse des rentrées de dividendes, des commissions et des frais a contribué à l'augmentation des bénéfices au troisième trimestre.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 187-0001 et 187-0002.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2501.**

Le numéro du troisième trimestre de 2009 de la publication *Statistiques financières trimestrielles des entreprises* (61-008-X, gratuite) paraîtra sous peu.

Les données du quatrième trimestre de 2009 sur les statistiques financières des entreprises seront diffusées le 24 février 2010.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-888-811-6235 (*dofi-servicealaclientele@statcan.gc.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Philippe Marceau au 613-951-4390 (*philippe.marceau@statcan.gc.ca*), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

□

**Statistiques financières trimestrielles des entreprises**

	Troisième trimestre de 2008 <sup>r</sup>	Deuxième trimestre de 2009 <sup>r</sup>	Troisième trimestre de 2009 <sup>p</sup>	Troisième trimestre de 2008 au troisième trimestre de 2009	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 2009
Données désaisonnalisées					
	milliards de dollars			variation en %	
<b>Toutes les branches d'activité</b>					
Revenus d'exploitation	812,3	734,4	749,0	-7,8	2,0
Bénéfices d'exploitation	77,3	50,1	54,1	-30,0	7,9
Bénéfices nets	50,4	43,1	43,6	-13,4	1,2
<b>Branches d'activité non financières</b>					
Revenus d'exploitation	737,7	660,9	670,1	-9,2	1,4
Bénéfices d'exploitation	56,9	37,8	41,7	-26,6	10,4
Bénéfices nets	39,4	31,7	34,3	-13,1	8,1
<b>Branches d'activité financières</b>					
Revenus d'exploitation	74,6	73,5	78,9	5,8	7,3
Bénéfices d'exploitation	20,4	12,3	12,4	-39,4	0,3
Bénéfices nets	10,9	11,4	9,4	-14,4	-18,0

<sup>r</sup> révisé

<sup>p</sup> provisoire

**Note:** Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.



## Enquête sur l'accès et le soutien à l'éducation et à la formation 2008

Un nombre croissant de Canadiens, plus particulièrement ceux d'âge moyen et avancé, ont pris part à des études ou à une formation liées à l'emploi en 2008, par rapport à cinq ans auparavant. Les obligations familiales, le besoin de travailler et des conflits avec l'horaire de travail étaient les raisons les plus couramment mentionnées par ceux n'ayant pas entrepris d'études ou suivi une formation supplémentaire. De plus, davantage de familles canadiennes épargnent pour des études postsecondaires.

En 2008, 36 % des adultes âgés de 25 à 64 ans ont fait des études ou suivi une formation liées à l'emploi, comparativement à 30 % en 2002. Par ailleurs, 32 % des adultes ont déclaré avoir voulu participer à d'autres études ou formations, sans toutefois l'avoir fait, comparativement à 26 % en 2002.

Les raisons invoquées pour ne pas poursuivre des études ou une formation supplémentaires ont changé au fil des ans. En 2002, les obstacles financiers étaient plus souvent mentionnés. En 2008, les adultes étaient plus enclins à indiquer des obstacles non financiers, comme des conflits avec leur horaire de travail ou des obligations familiales.

Les Canadiens qui ont pris part à un programme d'études officiel ont généralement dépensé environ 2 500 \$ au cours de l'année. Ils étaient près de deux fois plus susceptibles de recourir à des sources de financement non remboursables, notamment à des bourses ou au soutien de leur famille, qu'à des sources remboursables, comme des prêts, pour régler les frais liés à leur programme d'études.

Les données de l'enquête se rapportant aux jeunes montrent que les parents épargnent pour les études futures de leurs enfants. Les deux tiers des enfants de 0 à 17 ans avaient de l'épargne pour faire des études postsecondaires. Parmi ceux-ci, 69 % étaient inscrits à un régime enregistré d'épargne-études.

### Note aux lecteurs

Ce rapport présente les premiers constats de l'Enquête sur l'accès et le soutien à l'éducation et à la formation (EASEF), une source exhaustive de données sur les études et la formation chez les Canadiens. Cette enquête a été menée en 2008 par Statistique Canada en partenariat avec Ressources humaines et Développement des compétences Canada.

L'EASEF regroupe trois enquêtes antérieures sur l'éducation qui visaient trois groupes particuliers : 1) l'Enquête sur les approches en matière de planification des études, qui mettait l'accent sur les 0 à 18 ans; 2) l'Enquête sur la participation aux études postsecondaires, qui était centrée sur les 18 à 24 ans; et 3) l'Enquête sur l'éducation et sur la formation des adultes, qui ciblait les 25 ans et plus.

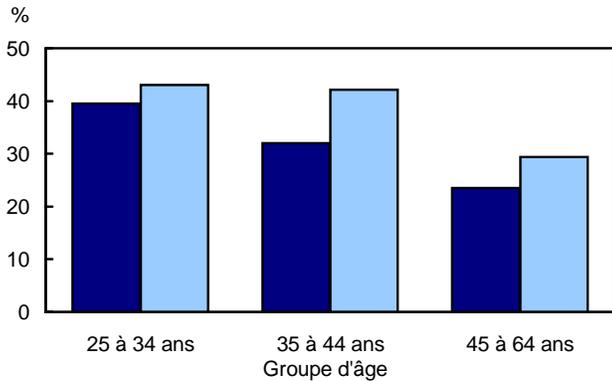
### La participation à des études ou à une formation liées à l'emploi est plus fréquente chez les Canadiens d'âge moyen

Entre 2002 et 2008, c'est chez les Canadiens d'âge moyen, puis chez les Canadiens plus âgés, que la participation a le plus augmenté. Cette hausse a été moins prononcée chez les Canadiens plus jeunes. Par conséquent, les Canadiens de 35 à 44 ans affichaient pour la toute première fois un taux de participation semblable à celui des Canadiens âgés de 25 à 34 ans. Le taux de participation à des études ou à une formation liées à l'emploi culminait chez les personnes de 25 à 34 ans (43 %), suivies de près de celles de 35 à 44 ans (42 %). Il s'établissait toutefois à 29 % chez les personnes de 45 à 64 ans.

### Les études et la formation liées à l'emploi se répandent de plus en plus chez les Canadiens d'âge moyen

La participation à des études ou à une formation liées à l'emploi a progressé dans toutes les provinces. La croissance la plus rapide a été enregistrée à l'Île-du-Prince-Édouard, où le taux de participation est passé de 27 % en 2002 à 41 % en 2008.

**Les études et la formation liées à l'emploi se répandent de plus en plus chez les Canadiens d'âge moyen**



- Enquête sur l'éducation et sur la formation des adultes, 2002<sup>1</sup>
- Enquête sur l'accès et le soutien à l'éducation et à la formation, 2008<sup>2</sup>

1. Représente les activités entreprises de janvier à décembre 2002.
2. Représente les activités entreprises de juillet 2007 à juin 2008.

**Les obligations familiales constituent la raison la plus couramment invoquée par les Canadiens ne poursuivant pas d'études ou de formation**

Les obligations familiales, le besoin de travailler et des conflits avec l'horaire de travail étaient les raisons les plus couramment mentionnées par ceux n'ayant pas entrepris plus d'études ou suivi une formation supplémentaire. Ces raisons variaient d'un groupe d'âge à l'autre.

Les jeunes de 18 à 24 ans ont indiqué les coûts de la formation comme la raison la plus importante à cet égard, alors que les adultes de 25 à 64 ans ont invoqué les obligations familiales.

Les motifs justifiant le choix de ne pas poursuivre plus d'études ou une formation supplémentaire ont évolué. Parmi les Canadiens qui ont indiqué avoir un besoin ou un désir de formation non satisfait, la proportion d'adultes ayant déclaré que les coûts de la formation constituaient une barrière a diminué, étant passée de 43 % en 2002 à 36 % en 2008.

En revanche, la proportion d'adultes ayant mentionné des conflits avec leur horaire de travail est passée de 27 % à 39 %. La proportion d'adultes

qui ont invoqué des obligations familiales s'est aussi accrue, passant de 27 % à 34 %.

**Augmentation de la proportion d'enfants ayant de l'épargne pour leurs études postsecondaires**

En 2008, 68 % des enfants de 0 à 17 ans dont les parents s'attendaient à ce qu'ils poursuivent leurs études au-delà du secondaire avaient de l'épargne en prévision de leurs études postsecondaires. Il s'agit d'une augmentation par rapport aux proportions de 43 % en 1999 et de 52 % en 2002.

Au fil du temps, la proportion d'enfants bénéficiant d'un régime enregistré d'épargne-études (REEE) s'est aussi accrue. Parmi les enfants ayant de l'épargne pour leurs études, 69 % en avaient dans un REEE en 2008, ce qui est une proportion supérieure à celles de 42 % en 1999 et de 55 % en 2002.

L'enquête a souligné l'importance du rôle que jouent la scolarité des parents et le rendement scolaire des enfants dans les habitudes d'épargne des parents.

Les enfants dont les parents avaient une scolarité postsecondaire étaient près de deux fois plus susceptibles d'avoir de l'épargne que ne l'étaient ceux dont les parents n'avaient pas de diplôme d'études secondaires.

En outre, 37 % des enfants dont les plus récentes notes scolaires étaient inférieures à 50 % avaient de l'épargne pour leurs études. Cette proportion s'établissait à 73 % chez les enfants dont la note la plus récente était de 90 % ou plus.

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5151.**

Le rapport intitulé «L'apprentissage à vie chez les Canadiens de 18 à 64 ans : premiers résultats de l'Enquête sur l'accès et le soutien à l'éducation et à la formation de 2008», qui fait partie de *Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation : documents de recherche*, 2009 (81-595-M2009079, gratuit), est maintenant accessible sur notre site Web. À partir du module *Publications*, choisissez *Publications par sujet*, puis *Éducation, formation et apprentissage*.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7608 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 ([educationstats@statcan.gc.ca](mailto:educationstats@statcan.gc.ca)), Division du tourisme et du Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-4441; ATS : 1-800-363-7629. ■

## Finances des entreprises publiques fédérales, provinciales, territoriales et locales

2007 et 2008

Les bénéfices après impôts des entreprises publiques fédérales, y compris les autorités monétaires, ont atteint 5,7 milliards de dollars en 2008, en hausse de 4,7 % par rapport à 2007. Les entreprises publiques provinciales et territoriales ont affiché une baisse de 1,8 % par rapport à 2007, leurs bénéfices s'étant établis à 18,7 milliards de dollars en 2008.

Les bénéfices après impôts des entreprises publiques locales ont atteint 977 millions de dollars en 2007, en baisse de 7,3 % par rapport à 2006.

Parmi les entreprises publiques fédérales, ce sont celles du secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers qui sont à l'origine de la plus grande partie des bénéfices totaux. Parmi les entreprises publiques provinciales et territoriales, ce sont celles des services publics ainsi que des services personnels, des services aux entreprises et des autres services qui sont à l'origine de la plus grande partie des bénéfices totaux. Parmi les entreprises publiques locales, le secteur de la production d'électricité est à l'origine de la plus grande partie des bénéfices totaux.

En 2008, le total de l'actif des entreprises publiques fédérales, y compris les immobilisations, s'est établi à 254,7 milliards de dollars, en hausse de 32,8 % par rapport à 2007. Le total du passif a augmenté de 35,4 %, pour se fixer à 236,1 milliards de dollars. L'avoir net total des entreprises publiques fédérales s'est établi à 18,6 milliards de dollars, en hausse de 7,1 %. Entre 2003 et 2008, l'avoir net total des entreprises publiques fédérales a presque doublé.

Au cours de cette période de cinq ans, l'avoir net total des entreprises publiques provinciales et territoriales a plus que doublé. En 2008, il se chiffrait à 41,4 milliards de dollars, en hausse de 3,9 % par rapport à 2007. Leur actif total s'est accru de 3,8 % pour s'établir à 264,3 milliards de dollars, tandis que leur passif a aussi augmenté de 3,8 % pour se fixer à 222,9 milliards de dollars.

Le revenu total des entreprises publiques fédérales, y compris les autres revenus, a progressé de 18,3 % pour s'établir à 30,3 milliards de dollars, tandis que leurs dépenses totales ont augmenté de 22,0 % pour atteindre 24,6 milliards de dollars.

Le revenu total des entreprises publiques provinciales et territoriales, y compris les autres revenus,

a progressé de 0,8 % pour s'établir à 86,7 milliards de dollars en 2008, tandis que leurs dépenses totales ont augmenté de 1,5 % pour atteindre 68,0 milliards de dollars.

En 2007, le revenu total combiné de toutes les entreprises publiques locales a augmenté de 6,9 %. Les ventes de biens et de services ont progressé de 6,5 %, et elles ont été à l'origine de la majeure partie de la hausse. Les revenus de placement ont augmenté de 36,2 %, et les subventions, de 7,2 %.

Le revenu des entreprises de distribution d'électricité a connu une hausse de 7,5 %, tandis que celui des entreprises de distribution de gaz a progressé de 6,9 %. Le revenu des entreprises de transport en commun urbain a progressé de 5,3 %, alors que 48,2 % du revenu total de ces entreprises a été le fait de la vente de biens et de services, et 48,8 %, de subventions.

**Nota :** Les entreprises publiques sont des sociétés publiques financières et non financières contrôlées par une administration publique et dont l'activité commerciale consiste à vendre des biens et des services au public sur le marché. Les entreprises publiques locales comprennent les entreprises de distribution d'électricité municipales, les entreprises de transport en commun urbain, les entreprises de distribution de gaz et les entreprises de téléphone. Les données ont trait à l'exercice s'étant terminé le plus près du 31 décembre 2007 pour les entreprises publiques locales, et du 31 décembre 2008 pour les entreprises publiques fédérales, provinciales et territoriales.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 385-0015, 385-0030 et 385-0031.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1730.**

Il est également possible de consulter des tableaux de données à partir du module *Comptes économiques nationaux* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-0767 ([pid-info-dip@statcan.gc.ca](mailto:pid-info-dip@statcan.gc.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec François Lavoie au 613-951-5416 ([francois.lavoie@statcan.gc.ca](mailto:francois.lavoie@statcan.gc.ca)), Division de la statistique du secteur public.

□

**Entreprises publiques fédérales, provinciales, territoriales et locales, bénéfiques après impôts**  
Exercice se terminant le plus près du 31 décembre

	2004	2005	2006	2007	2008
	milliers de dollars				
<b>Total, administration publique fédérale</b>	<b>4 321 609</b>	<b>6 325 093</b>	<b>6 314 494</b>	<b>5 471 758</b>	<b>5 726 441</b>
<b>Total, administrations publiques provinciales et territoriales</b>	<b>16 200 677</b>	<b>18 088 211</b>	<b>19 356 027</b>	<b>19 047 599</b>	<b>18 704 442</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	289 190	283 309	286 732	296 404	312 126
Île-du-Prince-Édouard	27 606	31 670	26 273	29 404	31 162
Nouvelle-Écosse	338 321	356 152	288 983	357 816	371 219
Nouveau-Brunswick	252 974	372 551	271 666	378 116	391 126
Québec	4 395 936	4 816 720	5 911 822	5 183 354	5 152 264
Ontario	4 836 228	6 305 390	5 687 356	5 653 117	5 441 966
Manitoba	670 162	1 006 133	686 775	968 616	846 359
Saskatchewan	906 695	716 849	907 944	891 531	1 434 566
Alberta	2 013 549	2 183 952	2 465 806	2 323 677	2 202 590
Colombie-Britannique	2 418 663	1 969 535	2 774 100	2 912 448	2 468 176
Yukon	12 608	11 398	13 060	13 336	12 784
Territoires du Nord-Ouest	29 957	31 474	31 291	35 530	35 820
Nunavut	8 788	3 080	4 219	4 251	4 283
<b>Total, administrations publiques locales</b>	<b>805 970</b>	<b>888 612</b>	<b>1 054 178</b>	<b>976 989</b>	<b>..</b>
Transports	929	113 630	124 526	99 679	..
Électricité	699 125	671 587	825 203	789 399	..
Distribution de gaz	79 654	78 092	77 536	60 998	..
Téléphone	26 262	25 303	26 913	26 913	..

.. indisponible pour une période de référence précise

**Note:** Les données financières pour les entreprises publiques fédérales, provinciales et territoriales ont trait à l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre et celles des entreprises publiques locales ont trait à l'exercice se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente. Le revenu net (bénéfices après impôts) représente la somme du revenu total moins les dépenses totales plus les gains (pertes) moins l'impôt des sociétés plus les autres postes plus les gains extraordinaires (pertes). Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison de l'arrondissement.

## Ventes de gaz naturel

Septembre 2009 (données provisoires)

Les ventes de gaz naturel ont totalisé 3 487 millions de mètres cubes en septembre, en baisse de 12,4 % par rapport à septembre 2008.

En septembre, les volumes des ventes dans le secteur industriel, y compris les ventes directes (-15,6 %) et dans le secteur commercial (-4,8 %) ont diminué par rapport à septembre 2008. Le volume des ventes dans le secteur résidentiel (+1,1 %) a augmenté en septembre par rapport à septembre 2008.

Les ventes totales observées en septembre étaient en baisse de 10,7 % par rapport à août.

## Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2149.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 ([energ@statcan.gc.ca](mailto:energ@statcan.gc.ca)), Division de la fabrication et de l'énergie.

## Ventes de gaz naturel

	Septembre 2008	Août 2009	Septembre 2009 <sup>p</sup>	Août à septembre 2009	Septembre 2008 à septembre 2009
	milliers de mètres cubes			variation en %	
<b>Ventes totales</b>	<b>3 982 475</b>	<b>3 905 556</b>	<b>3 487 413</b>	<b>-10,7</b>	<b>-12,4</b>
Résidentielles <sup>1</sup>	492 557	422 501	497 952	17,9	1,1
Commerciales <sup>2</sup>	391 804	329 444	373 171	13,3	-4,8
Industrielles <sup>3</sup> et directes <sup>4</sup>	3 098 114	3 153 611	2 616 290	-17,0	-15,6

<sup>p</sup> provisoire

1. Gaz vendu pour l'usage domestique (le chauffage d'habitation, l'approvisionnement en eau chaude, la cuisson, etc.) et fourni à un logement résidentiel.
2. Gaz vendu aux clients s'occupant du commerce de gros ou de détail, au gouvernement, aux établissements, aux immeubles à bureaux, etc.
3. Gaz vendu aux clients s'occupant de la transformation plus ou moins complète de matières brutes ou semi-ouvrées en produits différents ou de formes différentes. Cette catégorie comprend les établissements miniers et manufacturiers, et englobe les contrats souscrits, non souscrits et les achats/ventes.
4. Cette catégorie représente les livraisons directes de gaz (non-service) pour la consommation, soit les ventes pour la consommation où les services de gaz agissent seulement comme transporteur.

## Chargements ferroviaires

Septembre 2009

L'industrie ferroviaire canadienne a connu une baisse du volume de marchandises transportées en septembre, en raison du recul des chargements au Canada et du ralentissement du trafic en provenance des États-Unis.

Le fret total en provenance du Canada et le fret reçu des États-Unis se sont chiffrés à 22,3 millions de tonnes métriques en septembre, en baisse de 15,9 % par rapport à septembre 2008.

Comparativement à septembre 2008, le fret chargé au Canada a diminué de 15,0 % pour s'établir à 19,9 millions de tonnes métriques en septembre. Les systèmes de transport de type non intermodal et intermodal ont été à l'origine de la baisse globale des chargements.

Les chargements de type non intermodal, normalement transportés en vrac ou à bord d'un wagon couvert, ont diminué de 15,5 % pour atteindre 17,8 millions de tonnes métriques. Ce repli a été le résultat d'une baisse des chargements dans la majorité des groupes de marchandises transportées par rail. Les groupes de marchandises ayant affiché les reculs les plus importants du tonnage étaient le minerai de fer et ses concentrés, la potasse, les graines de colza (canola) et le bois d'oeuvre.

Malgré le repli généralisé des chargements de type non intermodal, l'industrie a indiqué de fortes hausses du tonnage chargé de charbon, celui-ci ayant augmenté de 9,4 % pour s'établir à environ 3,0 millions de tonnes métriques.

Le fret de type intermodal a diminué de 10,1 % comparativement à septembre 2008 pour

atteindre 2,1 millions de tonnes métriques. La baisse des chargements a été attribuable à une diminution des expéditions de conteneurs de marchandises et du transport de remorques sur wagons plats.

La quantité de marchandises transportées par rail en provenance des États-Unis a diminué pour s'établir à 2,3 millions de tonnes métriques, en baisse de 23,5 % par rapport à septembre 2008.

D'un point de vue géographique, 59,1 % du volume total de marchandises transportées par les chemins de fer canadiens l'a été dans la division Ouest du Canada, le reste ayant été chargé par la division Est. À des fins statistiques, les divisions Est et Ouest sont séparées par une ligne imaginaire qui va de Thunder Bay à Armstrong, en Ontario. Le fret chargé à Thunder Bay est compris dans la division Ouest, alors que celui chargé à Armstrong est déclaré dans la division Est.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 404-0002.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2732.**

L'édition de septembre 2009 de la publication *Chargements ferroviaires mensuels*, vol. 86, n° 9 (52-001-X, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Sous-section de la diffusion en composant sans frais le 1-866-500-8400 ([statistiquesdutransport@statcan.gc.ca](mailto:statistiquesdutransport@statcan.gc.ca)), Division des transports. Télécopieur : 613-951-0009. ■

## **Produits pétroliers raffinés**

Septembre 2009 (données provisoires)

Il est maintenant possible de consulter les données de septembre sur la production, les stocks et les ventes intérieures des produits pétroliers raffinés. D'autres données choisies sur ces produits sont aussi offertes.

**Définitions, sources de données et méthodes :**  
numéro d'enquête 2150.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 ([energ@statcan.gc.ca](mailto:energ@statcan.gc.ca)), Division de la fabrication et de l'énergie. ■

## Nouveaux produits

**Approvisionnement et utilisation des produits pétroliers raffinés au Canada**, juillet 2009, vol. 64, n° 7  
**Numéro au catalogue : 45-004-X** (PDF, gratuit; HTML, gratuit)

**Chargements ferroviaires mensuels**, septembre 2009, vol. 86, n° 9  
**Numéro au catalogue : 52-001-X** (PDF, gratuit; HTML, gratuit)

**Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation : documents de recherche : «L'apprentissage à vie chez les Canadiens de 18 à 64 ans : premiers résultats de l'Enquête sur l'accès et le soutien à l'éducation et à la formation de 2008»**, juillet 2007 à juin 2008, n° 79  
**Numéro au catalogue : 81-595-M2009079** (PDF, gratuit; HTML, gratuit)

**Les établissements du patrimoine, 2007**  
**Numéro au catalogue : 87F0002X** (PDF, gratuit; HTML, gratuit)

**Enquête sur les enfants autochtones, 2006 : «Évaluation du questionnaire sur les points forts et les points faibles»**, 2006, n° 8  
**Numéro au catalogue : 89-634-X2009008** (PDF, gratuit; HTML, gratuit)

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

### Pour commander les produits

**Pour commander par téléphone, ayez en main :**

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**  
Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**  
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1-877-287-4369**  
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6<sup>e</sup> étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet, écrivez à :** [infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**



## Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.gc.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [lstproc@statcan.gc.ca](mailto:lstproc@statcan.gc.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2009. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.